

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Evreux

Évreux, le 25/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CITERNE LAVAGE ALIMENTAIRE

62 Avenue de Branne
33370 Tresses

Références : 27 / 2025 - 140
Code AIOT : 0005805835

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement CITERNE LAVAGE ALIMENTAIRE implanté ECOPARC II Allée du sous-maillé 27400 Heudebouville. L'inspection a été annoncée le 28/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL NORMANDIE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CITERNE LAVAGE ALIMENTAIRE
- ECOPARC II Allée du sous-maillé 27400 Heudebouville
- Code AIOT : 0005805835
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de lavage de citernes de transport de produits alimentaires

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant renseigne bien les résultats de son autosurveillance quotidienne dans le système GIDAF. Il n'a ainsi été constaté aucun dépassement des VLE ni aucune absence de renseignement lors de la dernière année.

Toutefois, les VLE sur certains paramètres mesurés paraissent très larges au regard des résultats transmis.

Ainsi, un dysfonctionnement ponctuel de l'installation ne générerait pas de signalement dans GIDAF.

L'exploitant devra donc proposer de nouvelles VLE dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent rapport.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	IED - Meilleures techniques disponibles	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1-13	Demande d'action corrective	15 jours
5	DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 5.1.7	Demande d'action corrective	2 mois
6	STOCKAGE DE GAZOLE ET POSTE DE DISTRIBUTION	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article Chapitre 8.2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Bilan environnement annuel	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 9.5.1.1	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	IED - Meilleures techniques disponibles	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-I	Sans objet
2	IED - Meilleures	Arrêté Ministériel du 17/12/2019,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	techniques disponibles	article Annexe 3.1-II	
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 4.2.2	Sans objet
7	PROTECTION DES MILIEUX RÉCEPTEURS	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 7.6.7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant assure un suivi de ses installations et de ses rejets conformes aux prescriptions applicables, tant celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation que celles liées à la directive européenne "IED".

Néanmoins, quelques non-conformités mineures aux prescriptions applicables ont été constatées et nécessitent des actions correctives :

- mise en place du registre de suivi des incidents / accidents ;
- installation de détecteurs de fuite et capteurs de niveau avec alarme sur les cuves de récupération des fonds de citernes ;
- aménagement de la zone "station-service" pour prévenir des écoulements d'hydrocarbures accidentels ;
- transmission de la déclaration annuelle des émissions dans le système GERP.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : IED - Meilleures techniques disponibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-I
Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ; 2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; 3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ; 4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants : <ol style="list-style-type: none"> a) Organisation et responsabilité ; b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence ; c) Communication ; d) Participation du personnel ; e) Documentation ; f) Contrôle efficace des procédés ; g) Programmes de maintenance ; h) Préparation et réaction aux situations d'urgence ;

- i) Respect de la législation sur l'environnement ;
- 5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :
 - a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation) ;
 - b) Mesures correctives et préventives ;
 - c) Tenue de registres ;
 - d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;
- 6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction ;
- 7. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres ;
- 8. Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;
- 9. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;
- 10. Gestion des flux de déchets (voir le II de l'annexe 2) ;
- 11. Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir le III de l'annexe 2) ;
- 12. Plan de gestion des résidus ;
- 13. Plan de gestion des accidents (voir le VIII de l'annexe 3.1) ;
- 14. Plan de gestion des odeurs (voir le III de l'annexe 3.1) ;
- 15. Plan de gestion du bruit et des vibrations (voir le IV de l'annexe 3.1).

Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels.

Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les documents suivants :

- la politique qualité signé du PDG du groupe VEYNAT. Ce document intègre le principe d'amélioration continue des performances, y compris environnementales, de l'installation ;
- le tableau prévisionnel du budget de l'installation, mentionnant les investissements liés aux équipements de traitement de l'eau ;
- les fiches de procédures de lavage et le « manuel du laveur » ;
- l'organigramme de la société ;
- les protocoles de formation des agents ainsi que les grilles d'évaluation (audit annuel de chaque agent ainsi qu'en cas de réclamation client) ;
- le tableau de suivi de la consommation en eau indiquant le volume d'eau moyen par lavage, dont l'objectif est fixé à 3 m³, et de la consommation de gaz destiné à la production d'eau chaude ;
- le tableau de suivi de la maintenance préventive « TSMG », qui reprend l'intitulé de chaque opération (y compris les analyses périodiques, les exercices sécurité) à réaliser

dans l'année, le nom de l'exécutant (interne ou externe), la date prévisionnelle et la validation de l'opération ;

- les registres des déchets (extraction de TrackDéchets pour les déchets étant issus du nettoyage des 6 séparateurs à hydrocarbures présents sur site, et tableau de suivi des expéditions des fonds de cuve, appelés « 1^{ers} jus », envoyés en méthanisation) ;
- le registre des rondes quotidiennes de contrôle des équipements de l'installation, réalisée à la prise de poste ;
- les grilles d'audit internes et externes. Celles-ci sont issues de la trame de certification ISO 22000. A ce titre, la certification est réalisée tous les 3 ans, et les audits internes sont annuels ;
- les éléments explicatifs de la gestion des flux de déchets ;
- les éléments constitutifs de la gestion des accidents : procédure gestion de crise, procédure de manipulation des vannes de confinement, procédure incendie, le manuel de sécurité, le plan de formation (inclus dans le tableau TSMG précité).

En revanche, l'exploitant n'a pas pu présenter les documents suivants :

- la revue du SME ; bien qu'une revue de direction annuelle soit réalisée sur les différentes opérations du groupe, celle-ci ne mentionne pas clairement le SME ;
- le plan de gestion des résidus, bien que l'exploitant ait présenté des documents attestant de la façon dont étaient pris en charge les différents déchets (BSD, factures de nettoyage des séparateurs hydrocarbures, etc.) ;
- le plan de gestion des odeurs. Il est à noter que l'unique source d'odeurs de l'installation est le bassin de traitement biologique des rejets aqueux, que l'installation est implantée en zone industrielle et qu'aucune plainte n'a été reçue depuis l'ouverture du site en 2016 ;
- le plan de gestion du bruit et des vibrations. A ce titre l'exploitant était toujours en attente des résultats de la campagne de mesures acoustiques réalisé les 15 et 16 janvier 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra fournir dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du présent rapport le plan de gestion des résidus et le plan de gestion du bruit et des vibrations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : IED - Meilleures techniques disponibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1-II

Thème(s) : Risques chroniques, Opérations de manutention et de transfert

Prescription contrôlée :

L'exploitant instaure des procédures de manutention et de transfert pour la manutention des déchets et leur transfert vers les différentes unités de stockage ou de traitement. Ces procédures doivent décrire les opérations de manutention et de transfert des déchets et indiquer qu'elles seront validées avant exécution et vérifiées ensuite et qu'elles sont exécutées par un personnel compétent, y compris par le personnel d'une entreprise extérieure. Ces procédures doivent préciser les mesures prises pour éviter, détecter ou atténuer les déversements accidentels. Si l'installation procède à des mélanges de déchets, l'exploitant met en place des dispositions de prévention et de réduction des émissions et des réactions liées au mélange.

Les procédures de manutention et de transfert sont fondées sur les risques associés et prennent en considération la probabilité de survenue d'accidents et d'incidents et leur incidence sur l'environnement.

Constats :

L'exploitant a mis en place un « manuel du laveur » qui décrit les différentes étapes du nettoyage des citernes.

Les principales étapes consistent en :

1. vidange de la citerne vers les cuves « 1^{ers} jus » au moyen d'un flexible ;
2. Nettoyage de la cuve à la vapeur ou eau pressurisée, le flexible étant alors redirigé vers le caniveau de l'aire de nettoyage. Ce caniveau évacue les effluents vers la station de traitement biologique.

Par ailleurs, la formation du personnel est réalisée par compagnonnage et une évaluation est réalisée pour valider le cursus. Une formation sur l'hygiène alimentaire de 2 jours est également dispensée à chaque agent.

Enfin, le risque de déversement accidentel lors des opérations de transfert est pris en compte, les pistes de lavage des citernes formant une cuvette empêchant l'écoulement vers l'extérieur.

Concernant la gestion des déchets, le tri est organisé de la façon suivante :

- DIB/OM : évacuation tous les 15 jours par prestataire extérieur (société MAILLOT) ;
- déchets dangereux (liés au nettoyage des 6 séparateurs hydrocarbures et curage des réseaux) : enlèvement par le prestataire (société MAILLOT) après les nettoyages semestriels ;
- déchets alimentaires de vidange des citernes : envoyés en méthanisation sur l'unité « Les grands chênes » à Vexin-sur-Epte, le transport étant effectué par la société ELV ;

Pour chacune de ces opérations, l'exploitant archive les copies des BSD établis (déchets dangereux et déchets alimentaires) ou les bons d'enlèvements (pour les déchets DIB/OM). Par sondage, l'Inspection des installations classées a consulté le BSD et bon d'enlèvement n°250121 et constaté qu'il correspondait aux données du registre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : IED - Meilleures techniques disponibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1-13

Thème(s) : Risques accidentels, Opérations de manutention et de transfert

Prescription contrôlée :

Des procédures sont prévues et des dispositions techniques prises pour gérer les émissions incidentelles ou accidentelles dues à des débordements ou au rejet d'eau anti-incendie, ou provenant des vannes de sécurité.

Constats :

L'exploitant a présenté les procédures mises en place au sein de son installation suivantes :

- livret des consignes de sécurité ;

- procédure de manipulation des vannes de confinement (en cas d'incendie ou de déversement) ;
- tableau de suivi de la maintenance, prévoyant notamment les exercices de sécurité.

Ces documents incluent l'ensemble des éléments indiqués dans le dossier de réexamen IED établi par l'exploitant en 2022.

Toutefois, il y est indiqué la tenu d'un registre des incidents/accidents dont la mise en place sur le site de l'installation n'a pas pu être justifiée par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra mettre en place le registre de suivi des incidents / accidents dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des réseaux publics de collecte sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire....) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

L'exploitant a présenté et transmis à l'Inspection des installations classées le plan des réseaux mis à jour en 2020.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 5.1.7

Thème(s) : Risques chroniques, DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants (déchets dangereux signalés par une astérisque *) :

- les fonds de cuve des citernes à laver récupérées dans une fosse enterrée bétonnée et étanchée de 50 m³ située dans le bâtiment d'exploitation (code déchet 19 08 99) ;
- les boues déshydratées de la station d'épuration biologique des eaux résiduaires collectées dans une benne équipée d'un rideau de fermeture (code déchet 19 08 12) ;
- les déchets issus de l'entretien des véhicules : huiles usagées (code *), pneumatiques (code 16 01 03), filtres à huile (16 01 07*), batteries (code 16 06 01*) ;
- les boues de déshuilage issues des séparateurs d'hydrocarbures (code déchet 19 08 10*) et les eaux souillées d'hydrocarbures (code déchet 16 10 01*).

La fosse bétonnée de collecte des fonds de cuves de citernes est étanche aux produits susceptibles d'y être collectés : elle doit être équipée d'une détection de niveau avec alarme pour éviter les débordements et d'un dispositif de détection de fuite pour prévenir la pollution de sols. Cette fosse doit faire l'objet d'un curage et d'un nettoyage régulier.

Constats :

Au jour de la visite, l'Inspection des installations classées n'a pas constaté d'autres catégories de déchets autres que celles autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29/11/2016.

En revanche, la récupération des fonds de cuve n'est pas effectuée dans des fosses bétonnées mais dans des cuves enterrées. Celles-ci ne sont équipées ni de capteur de niveau haut, ni de détecteur de fuite. Toutefois, une ronde quotidienne avec mesure du niveau à l'intérieur de la cuve et enregistrement de celui-ci dans un registre de suivi est effectuée afin de s'assurer qu'il n'y ait pas de débordement.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les cuves étaient de conception « double peau », ce qui serait de nature à prévenir les risques liés à d'éventuelles fuites.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier de la conception des cuves de récupération des « 1^{ers} jus » et installer des détecteurs de fuite et capteurs de niveau avec alarme dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : STOCKAGE DE GAZOLE ET POSTE DE DISTRIBUTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article Chapitre 8.2

Thème(s) : Risques accidentels, STOCKAGE DE GAZOLE ET POSTE DE DISTRIBUTION

Prescription contrôlée :**ARTICLE 8.2.1. STOCKAGE ENTERRE DE GAZOLE**

Le réservoir enterré de gazole d'une capacité de 50 m³ est à double-enveloppe avec dispositif de détection de fuite. Celui-ci doit respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998.

ARTICLE 8.2.2. POSTE DE DISTRIBUTION DE GAZOLE

Le poste de distribution de gazole délivrant un volume maximal de 1 500 m³/an doit être aménagé et exploité conformément à l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique 1435.

Constats :

Au jour de la visite, l'Inspection des installations classées a constaté que les flexibles des pompes délivrant gazole et GNR étaient en partie entreposés au sol, ce qui présente un risque d'écrasement arrachement par des véhicules, et donc d'écoulement d'hydrocarbures au sol. De plus, le trottoir sur lequel sont installées les deux pompes précitées n'est pas équipé de dispositif permettant la retenue d'un écoulement d'hydrocarbures au niveau de la pelouse attenante.

De même, le tuyau de remplissage de la cuve enterrée de GNR s'effectue directement dans cette pelouse, ce qui présente un risque de déversement lors des opérations de transfert.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra installer, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent rapport, des dispositifs permettant de ne pas entreposer sur le sol les flexibles des pompes de ravitaillement en carburant, un dispositif permettant de prévenir un écoulement d'hydrocarbures de l'aire de ravitaillement vers la pelouse mitoyenne, ainsi qu'un aménagement permettant d'assurer l'imperméabilité du sol autour du tuyau de remplissage de la cuve de GNR.

En outre, les terres pouvant être extraites à l'occasion de ces travaux devront être considérées comme des déchets dangereux et traitées comme tels. Le justificatif de leur évacuation vers une filière adaptée devra être transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : PROTECTION DES MILIEUX RÉCÉPTEURS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 7.6.7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrages de confinement des eaux d'extinction incendie

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement du site susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordés à des dispositifs de confinement étanches aux produits collectés.

Le réseau collectant les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voirie, aires de stationnement de véhicules,) doit être équipé de vannes d'isolement en amont des noues d'infiltration des eaux pluviales.

La capacité minimale du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie avant rejet vers le milieu naturel (ou au réseaux d'assainissement publics) - par référence aux volumes d'eaux d'extinction incendie susceptibles d'être produits - est de 250 m³. Ce bassin doit être équipé d'une vanne d'isolement. Un déshuileur est implanté en sortie de bassin.

La vidange de cet ouvrage de confinement suivra les principes imposés par l'article 4.3.11. traitant

des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé de 8 vannes de confinement et une vanne de déverse dans le bassin de récupération des eaux polluées.</p> <p>Des pancartes indiquant quelle vanne est à ouvrir ou à fermer en cas de déversement de liquides pollués sont implantées à proximité immédiate de celles-ci, en complément de la mise en place de la procédure de manipulation des vannes de confinement précitée.</p> <p>Le jour de la visite, il a été procédé à un test concluant de la vanne de sortie du bassin de confinement des eaux polluées.</p> <p>Concernant le bassin, la bâche imperméable tapissant le fond de bassin ne présentait pas au jour de la visite de défaut apparent.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant n'a pas mis en place de contrôle régulier de l'intégrité de la bâche.</p> <p>De plus, quelques déchets étaient présents dans le fond du bassin.</p> <p>Il est à noter que les accès au bassin et à la mare d'infiltration n'étaient pas fermés, et qu'il n'a pas été constaté la mise en place de bouées de sauvetage à proximité de ces bassins.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra mettre en place, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent rapport, un contrôle régulier de l'état du fond du bassin de confinement des eaux polluées.</p> <p>En complément des panneaux identifiant les vannes de confinement, l'exploitant est invité à indiquer le sens de fermeture des vannes et le nombre de tours à effectuer.</p> <p>Enfin, l'exploitant devra mettre en place des dispositifs permettant d'empêcher le libre accès aux bords des bassins et mares d'infiltration, et installer les bouées de sauvetage précitées à proximité de ceux-ci.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bilan environnement annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 9.5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions polluantes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :</p> <ul style="list-style-type: none"> des utilisations d'eau : le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ; de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, les substances suivantes : (liste des substances). <p>L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de</p>

l'inspection des installations classées (logiciel GEREP).
Constats : Au jour de la visite, la déclaration « GEREP » n'était pas renseignée. L'exploitant a indiqué à l'Inspection des installations classées que la déclaration GEREP est prise en charge par le service qualité basé aux sièges sociaux du groupe VEYNAT près de Bordeaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre sa déclaration annuelle des émissions dans le système GEREP dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification du présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours